

# Communiste S

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 7



Décembre – Janvier 2003/4

---

## CHOISSISSONS LE "BOULEVARD" DE LA RECONSTRUCTION

---

**M**arie-George Buffet déclarait lors de la conférence d'Ile de France (l'Humanité du 10 décembre 2003): "*Je pense personnellement que l'on ne peut pas mobiliser les hommes et les femmes qui se sont abstenus ou se sont détournés de la gauche et de nous le 21 avril en leur donnant à voir la répétition de ce dont ils n'ont plus voulu. Il faut avoir l'honnêteté, le courage, la transparence et la clarté de leur proposer une liste de rassemblement porteuse d'une démarche nouvelle à gauche.*"

Nos décideurs fédéraux et régionaux, quant à eux, ont choisi un tout autre chemin, répétant le vieux schéma éculé des alliances de sommets avec leurs amis socialistes et verts. Pour faire entériner leur volonté par les communistes ils ont sorti la grosse artillerie antidémocratique, malgré l'habit électoral, qui ferait pâlir de jalousie le moindre despote non éclairé.

### La stratégie de la peur

Récapitulons les faits :

Après la rencontre au mois de septembre entre notre secrétaire fédéral et les responsables socialistes du département où tout s'est décidé sans qu'aucun communiste n'ait été averti, il fallait tout mettre en œuvre pour convertir les communistes à l'idée d'alliance.

Trois assemblées de section à La Rochelle ont été convoquées, par secteur, pour mieux diviser l'opposition à cette démarche d'alliance (55 participants en tout, voilà où mène la division). Les animateurs, dans leur rapport introductif, frisant parfois les trois quarts d'heure d'intervention (comme au bon vieux temps), ont

assené, rabâché le même discours pour effrayer les camarades en disant que si nous n'allions pas avec les socialistes au premier tour cela ferait le jeu de la droite et de l'extrême droite, qu'il n'y avait pas le choix pour garder des élus communistes, qu'avec le système électoral actuel nous étions condamnés à nous fondre dans une liste commune. **Bref, sans les socialistes, point de salut !** Certains ont même osé dire qu'il ne fallait pas déployer notre drapeau !

Plus tard, dans sa boîte aux lettres, chaque communiste a pu constater que pas moins de trois documents étaient joints au bulletin de vote pour effrayer un peu plus les camarades, ressassant les mêmes thèmes, au cas où l'entreprise de lavage de cerveau en assemblée générale n'aurait pas bien fonctionné. Jusqu'au bulletin lui même qui était une véritable profession de foi pour l'alliance avec le parti socialiste, sans qu'aucun élément contradictoire n'y figure. Une propagande inouïe, quasi surréaliste ! Pourtant, les camarades du collectif et d'autres ont fait de véritables propositions alternatives à l'image de ce qui se passe en Ile de France, dans le Nord-Pas-de-Calais ou en Picardie.

**Mais la pensée unique, par essence, ne supporte pas la contradiction.** Une nouvelle preuve nous en a été apportée lors du forum à Villeneuve les Salines, où ceux, nombreux, qui ont formulé des critiques "*parfois violentes*" (Sud-Ouest du 10 décembre 2003) contre la politique libérale du parti socialiste ont été taxés "*d'oiseaux de mauvaise augure*" par notre secrétaire fédéral. Paul Fromonteil a dû intervenir pour justifier une telle alliance.

## Un scrutin "assuré" d'avance

Les critiques étant si nombreuses, il fallait donc "assurer" le scrutin pour l'alliance. Ce fût chose faite : le dépouillement qui devait avoir lieu à 20h a eu lieu bien avant. Tant et si bien que les résultats étaient déjà sur informatique avant 20h. Et, **cerise rose sur le gâteau avarié des alliances de sommets**, il y avait 1 270 inscrits dans la fédération au 10 Décembre 2003, alors qu'il n'y en avait que 856 (chiffre officiel de la fédération contredit d'ailleurs par celui donné dans l'Huma qui était de 1 085) le 26 février de la même année (pour les élections des textes du congrès). Paul Fromont, quant à lui, annonçait publiquement 2 300 inscrits pour toute la région lors du forum.

Notre fédération représenterait donc plus de la moitié des effectifs de la région, avec plus de 400 adhérents supplémentaires en 10 mois ! Mais on comprend mieux le chiffre du 10 Décembre lorsque l'on sait que de nombreux non adhérents du parti ont reçu un bulletin de vote... A moins que certains cimetières n'aient été prospectés pour trouver des participants au scrutin !

### Une stratégie volontairement suicidaire.

Alors que dire, outre toutes ces manœuvres qui ne sont malheureusement pas une surprise, de telles alliances qui ont largement fait la preuve de leur inefficacité ? Que penser d'une telle obstination à s'allier aux sociaux-libéraux ?

Que dire sinon que **cette stratégie est suicidaire : Autant une liste du parti, ouverte sur le mouvement social, résolument anti-libérale et anti-capitaliste, aurait mis tous les communistes dans l'action, quelles que soient leurs sensibilités, pour commencer à reconstruire du neuf sur des bases de classe, autant une stratégie d'alliance avec les Socialistes et les Verts va diviser les communistes dans l'isolement où ils adopteront sans aucun doute, pour ceux qui se déplaceront, une mise en enveloppe à géométrie variable !** Mais nos fins stratèges n'en ont cure, puisque quand bien même aucun communiste ne voterait pour la liste réformiste et que celle-ci l'emporterait malgré tout, ils auraient des élus. On comprend alors un peu mieux l'objectif recherché.

Cependant, peut-on encore s'allier avec des forces qui soutiennent la constitution européenne (PS et Verts) à la sauce Giscardienne, constitution qui va lamener notre souveraineté, nos acquis sociaux et nos services publics ? La réponse est

évidemment non. Comment va-t-on pouvoir entamer une politique de rupture avec le système capitaliste avec un parti socialiste qui se veut hégémonique, qui refuse de négocier quoi que ce soit (Sud-Ouest du 16 décembre 2003) et qui va, n'en doutons pas, nous proposer un programme social libéral ? Impossible.

Alors que penser d'une telle obstination à vouloir une alliance qui s'avère contre nature, sans qu'à aucun moment, les communistes n'aient été consultés sur le contenu du programme du Parti ? Pour répondre à cette question, il faut revenir au 19 juin 2002, où, dans l'Huma, quelques camarades dirigeants de notre fédération signaient un texte réformiste se prononçant pour le nouveau parti communiste. Si cette tentative a échoué, grâce à la résistance des communistes, ses auteurs essaient de manière récurrente et sans le dire, de se rapprocher du grand frère socialiste dès que l'occasion se présente. Le double objectif étant de détruire ce qu'il reste du parti communiste révolutionnaire tout en continuant à s'assurer des places, et les finances qui en découlent. **La stratégie est donc volontairement suicidaire !**

### Pendant que les uns agonisent, les autres reconstruisent.

Mais les initiateurs de la liquidation, dont quelques uns de nos décideurs fédéraux font partie, très critiques à l'égard de Marie-George Buffet, sont de plus en plus isolés. En effet, des rapprochements nationaux s'opèrent actuellement entre les différentes sensibilités du parti voulant la continuité révolutionnaire et rejetant le réformisme. C'est pour cela que les réformistes, à l'agonie, font tout pour accélérer le processus de fusion avec le parti socialiste. Ils finiront par s'y noyer ! Cependant entre la social-démocratie socialiste et verte et l'extrême gauche enfermée dans un tête à tête LO-LCR, existe **un véritable boulevard que les communistes de l'Ile de France, de Picardie, du Nord-Pas-de-Calais et d'autres, représentant plus de 50% des effectifs nationaux du parti ont emprunté.** Ce mouvement révolutionnaire de reconquête choisi par ces dizaines de milliers de camarades prouve que nous ne sommes pas isolés et que notre combat commun, à tous niveaux, peut redonner sa rouge teinte à notre parti.

**Ensemble travaillons à la reconstruction de ce parti de classe qui de tout temps a été la meilleure arme pour combattre la droite et l'extrême droite !**

Le Collectif .

# Sept remarques du Professeur Oulianov

## Euthanasie.

**P**our stopper l'anémie du PCF à 3,37 °C, les docteurs fédéraux proposent l'injection d'une nouvelle potion "La Fontaine Royale".

Selon certains spécialistes, le but serait de faire baisser le taux de globules rouges encore trop élevé dans le PCF. Pour d'autres, ce serait le contraire, la pompe ayant été branchée à l'envers.

## Elections pièges à cons ! ( 1 )

**C**onstatant que certains électeurs s'exprimaient avec des bulletins "PCF" déchirés, le Comité Régional du PCF propose de ne pas présenter de liste aux élections régionales : Ainsi les anti-communistes primaires seront privés d'un moyen d'expression.

Toutefois un anti-communiste sur deux pourra s'exprimer lors des cantonales qui auront lieu en même temps.

L'expression démocratique sera donc préservée à 50 %. Ouf !

## Elections pièges à cons ! ( 2 )

**L**a liste de "gôche" aux régionales aura pour tête de liste départementale un patron, imposé sur la grande fortune.

Pour exprimer leur opposition au MEDEF, certains électeurs proposent de rayer l'intrus de la liste, certains de le blancoter, d'autres de voter avec un carton rouge anti capitaliste et d'autres encore d'aller voir ailleurs.

Le professeur Oulianov fait remarquer qu'avec un véritable choix démocratique, ce débat cornélien n'aurait pas lieu.

Mais selon les prétendants aux places, cette analyse serait simpliste voire populiste.

## Fermez les yeux ! Ouvrez la fédé !

**D**ans "Sud-Ouest "du 29 novembre, le secrétaire de la fédé affirme "Le mouvement social est en panne...."

Lors d'une assemblée de section de La Rochelle le 25 novembre, il avait déclaré : "Aujourd'hui, le mouvement social, c'est les buralistes qui vont voter F.N."

## Consultations (1)

**P**rès de 19,7% des votants n'ont pas suivi la consigne de vote dictée par la quasi unanimité de la conférence régionale.

Dans la région P<sub>oitou</sub> C<sub>harentes</sub>, il existe encore de vilains petits canards.

## Consultations (2)

**L**ors du forum à La Rochelle le 4 décembre, le secrétaire régional Paul Fromonteil avait annoncé le nombre de 2 300 communistes sur la région.

Mais par un prompt renfort, ils se sont retrouvés à 2 600 inscrits en arrivant au vote.

## Consultations (3).

**L**e bureau de vote de la section de La Rochelle au siège de la fédération fermait à 20 heures.

A 19 h 15, des camarades sont arrivés pour voter : tout était dépouillé.

**A la télé**, on annonce une estimation à la clôture du scrutin.

**A la fédé**, on annonce les résultats avant la clôture.

On n'arrête pas le progrès !

✂, ✂, ✂, ✂,

✂, Vladimir Glitch Oulianov ✂,

✂, souhaite à chaque camarade ✂,

✂, une bonne année. ✂,

✂, ✂, ✂, ✂,

# Agir contre une constitution faisant de l'exploitation capitaliste la loi suprême en Europe

## Assez de décisions antidémocratiques

Ce sont les citoyens français qui doivent décider de leur avenir. Déjà l'union européenne a décidé pour nous qu'il fallait diminuer le coût du travail et reculer de cinq ans l'âge de la retraite, que le budget devait respecter le pacte de stabilité sous peine de sanctions, que les aides d'Etat étaient interdites, qu'Alstom devait licencier massivement pour équilibrer ses comptes, que les secteurs des transports, de l'énergie, des télécommunications, de la poste devaient être privatisés, qu'il fallait découper la France en super régions, y compris par dessus les frontières, que la banque centrale était totalement indépendante et que pour clôturer le tout, il fallait maintenant mettre en place une constitution au-dessus des nations, créant ainsi un super-état européen.

Une constitution est un texte définissant l'ensemble des lois fondamentales organisant le gouvernement d'un pays et qui est, comme son nom l'indique, l'acte constitutif d'un état. Le but essentiel de cette constitution proposée par la convention présidée par Giscard d'Estaing est de fonder un état européen dans lequel se dissoudra la souveraineté des Nations.

## Europe capitaliste et impérialiste

Un des piliers décisifs pour faire fonctionner ce nouvel état est la Banque Centrale Européenne. Ses prérogatives sont définies par l'article III 80 : "***Ni la BCE, ni une banque nationale ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des gouvernements des états membres***". L'article III 69 définissant la politique économique spécifie que cette politique est "***conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre***".

L'article I 40 définit la politique européenne de sécurité et de défense : "***Pour mettre en œuvre une coopération plus étroite en matière de défense structurelle les Etats membres participants travaillent en étroite coopération avec l'OTAN***" et pousse à l'augmentation des budgets militaires : "***Les Etats membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires***".

On voit clairement que cette constitution a pour but principal de renforcer la domination totale des milieux financiers et militaires européens.

C'est à dire de renforcer et de légaliser l'exploitation capitaliste. Avec cette conception de la production, il n'est pas prévu d'améliorer les conditions de vie et de travail de la population. Le but est uniquement le profit privé maximum pour les principaux actionnaires des multinationales et son lot de conséquences dramatiques, licenciements, misère, abandons sociaux et industriels ... On ose appeler cela une conception moderne de la production qu'il faut légaliser par une constitution.

## Rendre illégales les revendications ouvrières

Cette constitution bafoue la démocratie et l'intérêt national en faisant de l'exploitation capitaliste la loi suprême en Europe. Elle rend, de fait, illégales, donc répréhensibles, les revendications ouvrières et veut briser tout espoir d'un changement de société et de la construction d'une alternative au capitalisme. Pour aller dans ce sens, le gouvernement français remet en cause toutes les conquêtes sociales de la Libération rendues possibles par l'enthousiasme du monde du travail dans un pays pourtant dévasté par la guerre. C'est pourquoi nous ne pouvons approuver ceux qui se contentent de vouloir modifier un peu ce projet de constitution en respectant le traité de Maastricht et en laissant mettre en place un état supra national soumis à la haute finance.

## Une Charte au rabais !

La Charte dite des droits fondamentaux de l'Union n'apporte aucun véritable droit nouveau par rapport aux législations nationales et conventions internationales existantes et ouvre même la voie à des reculs dans certains domaines, même si certains garde-fous ont été placés dans l'article II-53. Cette Charte est intégrée dans le projet de constitution.

Le "***droit au travail***" n'est pas reconnu, la Charte y substitue "***Tout citoyen a la liberté de chercher un emploi, de travailler***". Les chômeurs apprécieront cette "***liberté***" ! Le droit à un revenu garanti ou à une rémunération équitable est ignoré.

Le droit au logement devient "***le droit à une aide au logement***". Les droits syndicaux sont à peine mentionnés mais "***la liberté d'entreprise est reconnue***". Quant "***au droit à la Paix***" il n'est pas considéré comme un droit fondamental.

## Une majorité est possible pour battre cette constitution.

Les politiques européennes et leurs relais nationaux suscitent des protestations soutenues par une majorité de la population. Cela a été particulièrement visible sur le problème des retraites. Cette mobilisation populaire aura des suites si elle sait s'inscrire dans une autre orientation politique.

Déjà l'exemple du référendum en Corse montre comment un texte soutenu par la majorité des partis de gauche et de droite peut être battu par une majorité de la population dans laquelle les communistes corses ont pris leur place. En Suède c'est aussi une majorité populaire qui a largement rejeté l'adhésion à l'Euro, symbole de cette Europe du grand capital.

Pour empêcher cette mobilisation contre un pouvoir européen légalisant l'exploitation capitaliste, certains proclament qu'il ne faut pas revenir en arrière. Est-ce revenir en arrière que de vouloir poursuivre et amplifier les conquêtes sociales et politiques arrachées par notre peuple en plusieurs décennies d'histoire ? Aller de l'avant aujourd'hui, c'est refuser de soumettre sa vie et celle des générations futures à la conception capitaliste de la production.

## Allons de l'avant

D'autres valeurs que celles de l'argent doivent être mises en avant. Le but de toute production et de toute activité humaine doit être l'amélioration des conditions de vie des citoyens, le développement de la fraternité entre les peuples. Sans cela, il n'y a pas d'humanisme possible. Pour cela il est notamment nécessaire de renationaliser les principaux moyens de productions, de les gérer avec la participation des travailleurs et que le budget de la nation soit débattu avec l'ensemble des citoyens. Il faut rejeter cette conception d'une Europe dirigée en fait par les milieux financiers internationaux et agir pour la souveraineté nationale de notre pays, comme des autres, construisant ainsi une union des peuples égaux en droits.

La seule réponse progressiste à ce projet de constitution, ce n'est pas " *non, mais*" ou " *oui, si*" mais un " **NON résolu**". Le **NON** peut être majoritaire. Déjà 2 Français sur 3 ont protesté contre les décisions du sommet de Barcelone concernant les retraites.

Un **NON** de la France servirait l'intérêt de tous les peuples européens. **Le Collectif PCF 17, avec la CONVERGENCE COMMUNISTE**, vous appelle à signer et faire signer la pétition ci-dessous pour **POUVOIR DIRE NON A CE PROJET** .

---

## PETITION

Je demande un référendum précédé par un grand débat national permettant aux citoyens de mesurer toutes les conséquences nationales et sociales que représenterait l'acceptation d'une constitution européenne créant un super état.

NOM Prénom	ADRESSE	SIGNATURE

Pétition à renvoyer à AMC 17, BP 2056 ; 17010 LA ROCHELLE CEDEX 01

## Budget de la défense : une autre politique est possible.

Alors que le budget du logement social, des transports, de la sécurité sociale, l'aide aux chômeurs, la recherche liée à la santé publique sont l'objet de coupes drastiques, *le budget 2004 de la défense lui augmente de 4 % avec 41,57 milliards d'euros.*

Cette nouvelle proposition de hausse intervient après celle de 6% en 2003.

Ce budget ne comprend pas "les opérations extérieures" (exemple : l'actuelle opération en Côte d'Ivoire) qui devront être prises en charge par d'autres ministères pour un total de *600 millions d'euros.*

Avec *14,9 milliards* d'euros les crédits de recherche et de fabrication de nouveaux armements, notamment nucléaires, *augmentent de 10 %.*

Un tel choix budgétaire n'est pas de nature à répondre aux besoins de la France et des Français en matière de défense. Rien ne justifie une telle augmentation qui place la France en tête des pays européens, en matière de dépenses militaires. Aucune menace stratégique ne pèse sur notre pays.

Quand au terrorisme, les "réponses" militaires ont trop prouvé leur impuissance à résoudre ce problème qui puise ses racines dans d'autres sources (misère, chômage, précarité, ingérence, etc...)

La promotion du multilatéralisme, de la justice et du droit international, ainsi qu'une plus juste répartition des richesses et des savoirs offrent des garanties autrement plus durables pour construire la paix du monde et la sécurité nationale.

Ne nous laissons pas entraîner dans une course aux armements, inutile, inefficace et dangereuse.

Certains parlementaires prétendent préserver l'emploi des entreprises de production d'armements, alors qu'on refuse obstinément d'étudier une vraie reconversion.

Avec la guerre illégale d'Irak, les dépenses militaires mondiales sont passées de 780 à 850 milliards de dollars, *297 milliards de dollars couvriraient très largement les Programmes des Nations Unies pour le Développement (PNUD) répondant aux besoins vitaux de l'humanité et de préservation de l'environnement.*

La Paix est un combat qui a marqué l'histoire du P.C.F, le danger réside dans la stratégie interventionniste mise en place par les pays du nord.

La participation du gouvernement de gauche au conflit du Kosovo a laissé une certaine amertume chez les pacifistes. **Nous avons décidément besoin d'une autre politique.**

Guy Bidaux

### Jean Kanapa, 1921-1978, *Une singulière Histoire du PCF.*

Editions L'Harmattan, 2 tomes, 76€ en librairie, 51,07€ acheté directement à l'auteur Gérard Streiff  
PCF, place du colonel Fabien, 75019 Paris.

Elève de Jean-Paul Sartre, agrégé de philosophie, Jean Kanapa adhère au PCF en 1944, reconnaissant comme tant d'autres le rôle des communistes dans le monde entier dans le combat contre le fascisme et pour la transformation de la société.

De 1948 à 1958, il est rédacteur en chef de "La Nouvelle Critique". De 1958 à 1963, il participe pour le PCF à la rédaction de la "Nouvelle Revue Internationale" à Prague, puis devient correspondant de l'Humanité à Moscou. Il rentre à Paris en 1967, où il fait partie de la Poley (section de politique extérieure).

Membre du comité central en 1959, spécialiste du mouvement communiste international, il prend place dans le cercle dirigeant du parti entourant le secrétaire général, Maurice Thorez d'abord, puis Waldeck Rochet et ensuite Georges Marchais.

A travers l'itinéraire et la réflexion politique d'un homme, Gérard Streiff apporte un regard sur l'histoire du PCF, cette riche histoire qui est la nôtre et dont la connaissance permet d'appréhender le présent et le futur. L'ouvrage est écrit à partir des archives privées de J. Kanapa, de celles du PCF et de la Poley.

On peut voir à travers ces archives que même quand le parti fait le choix du passage au socialisme par une voie démocratique, des pratiques ne changent pas. Les décisions ne se prennent ni à la base, ni au comité central mais dans le petit cercle entourant le secrétaire général (abandon de la dictature du prolétariat, reconnaissance de l'arme atomique...), des rapports sont tenus secrets (XXème congrès du PCUS, relations PCF-PCUS après l'intervention en Tchécoslovaquie, rapport de G. Marchais au moment de la signature du programme commun).

Après ce livre, je pense que même s'ils avaient eu toutes les cartes en main, les communistes français auraient peut-être pris les mêmes décisions, mais elles auraient sans doute engendré moins de désarroi, de déconvenues ou d'attitude de "suivisme" qui sclérosent encore aujourd'hui la réflexion des communistes.

Un livre à lire non pour faire de la politique fiction mais pour réfléchir et mettre en place une stratégie de changement de société avec des communistes acteurs.

Florence Granados.

## Indemnités : l'hypocrisie, la diffamation, ça suffit !

Un certain nombre d'élus communistes ne versent pas leurs indemnités au Parti, d'autres n'en versent qu'une partie, d'autres encore bénéficient de frais forfaitaires conséquents, on le sait. Or on s'acharne en assemblée générale de section, en comité de section, en conseil départemental, dans des courriers, dans les "Nouvelles", sur 2 camarades et 2 seulement, qui ne sont pas dans la "ligne" fédérale, Nathalie Seguin et Jean Louis Rolland.

Pourtant, Nathalie et Jean Louis **ne gardent pas leurs indemnités d'élus pour leurs besoins personnels** : ils n'en tirent pas de revenus supplémentaires. En effet, Nathalie et Jean Louis versent leurs indemnités à l'AMC 17. **POURQUOI ?**

**PARCE QUE** nous réclamons depuis octobre 2002 la transparence due à tous les communistes :

**Combien touche chaque élu(e) ? Combien verse-t-il (elle) au Parti ? Combien le Parti lui reverse-t-il ?**

A ces questions, silence radio même au congrès départemental. Lors de la rencontre du 22/10/03 à la fédération, Gérard Blanchier a clairement dit qu'il n'était pas question d'y répondre.

**PARCE QUE** les dépenses pour les salaires et les frais des élus sont passées en 5 ans de 16% à 54%, alors que celles consacrées à l'activité diminuent. Les moyens de diffusion des idées communistes, journaux de cellule, de section, des élus, disparaissent peu à peu.

**PARCE QUE** les "Nouvelles" ne tiennent pas compte de la diversité des communistes, la préparation de la consultation en étant le dernier exemple caricatural. Nos droits de réponse ne sont pas publiés.

Pour faire entendre nos sensibilités, nous avons donc été contraints de créer un collectif et une association. Ses fonds sont utilisés pour financer le journal "CommunisteS", des dossiers d'informations, des tracts et des affiches appelant à la résistance au MEDEF.

C'est pour ces raisons qu'un certain nombre de camarades ont décidé de cotiser à 1€ et de verser le complément à l'AMC 17. Mais c'est aussi **PARCE QUE** :

Leurs candidatures au conseil de section de La Rochelle ont été **refusées systématiquement**.

Leurs candidatures au conseil départemental ont été **refusées systématiquement**.

Leurs candidatures à la commission de contrôle financier ont été **refusées systématiquement**.

Leurs candidatures à la délégation au congrès national ont été **refusées systématiquement**.

C'est enfin **PARCE QUE** le refus de débattre politiquement s'est traduit par une accumulation de lettres diffusées auprès de tous les camarades nous qualifiant de voleurs, de casseurs, de menteurs, de violents. Tous ceux qui sont suspectés de faire partie de notre collectif sont mis à l'index.

**Nous payons donc nos cotisations à la hauteur des droits qui nous sont laissés.**

Nous continuerons à débattre, à faire de la politique et à diffuser les idées communistes.

Francisco Granados, trésorier de l'AMC 17.

### Fondation Gabriel Péri

Un des points à l'ordre du jour du conseil national du 24 octobre 2003 concernait la création de cette fondation. Quelques courts extraits de la discussion rapportée dans l'Humanité du 27/10/03 :

**Robert Hue** : "Ainsi, les statuts ne doivent comporter **aucun lien organique avec le Parti** et c'est une Société Civile Immobilière qui doit être fondatrice...".

**Gilles Alfonsi** : "Notre responsabilité est de refuser qu'un groupe crée une fondation à sa main mais lancée grâce aux moyens du Parti".

**Marie-George Buffet** : "Pour ma part, je pense qu'il faut que ce soit **le Parti qui en soit le fondateur**".

Un vote a donc lieu sur la création de la fondation, les statuts. La commission de travail doit vérifier s'il est possible que le PCF soit fondateur et que, dans ce cas, il le soit.

Résultat du vote : 60 pour, 41 contre et 4 abstentions.

Information lue sur le site internet du Parti le 12/12/03: " Le ministère de l'Intérieur dit que **le PCF peut être le fondateur**. Le collectif du Conseil National travaille donc à une modification statutaire en ce sens."

## *lettre envoyée le 10/11/03 aux "Nouvelles" et non publiée*

**Profondément attachés à notre histoire, six militants du collectif PCF 17 ont décidé de participer le dimanche 19 octobre 2003 au 62<sup>ème</sup> anniversaire de la commémoration des 27 communistes fusillés de la carrière de Châteaubriant en Loire Atlantique.**

Ils ont rencontré une situation qui rappelle de biens tristes moments, puisqu'ils ont été interdits d'entrer dans la carrière pendant la cérémonie officielle.

Malgré notre écœurement devant cette situation, nous avons décidé de ne pas relater ces graves événements vécus, afin de ne pas rajouter de trouble politique aux communistes de Charente Maritime.

Mais un nouvel élément, (une lettre du secrétaire départemental de Loire Atlantique, datée du 30/10/03 et diffusée le 30/10/03 à tous les membres du conseil départemental 17), mettant gravement en cause trois d'entre nous, nous a convaincus qu'il était nécessaire de réagir en toute sérénité, en relatant les faits et en donnant notre avis.

**Nous étions dans le cortège menant à la carrière, munis d'une arme fatale, des drapeaux rouges, ornés de nos outils, le marteau et la faucille et nous nous sommes rapidement retrouvés en fin de cortège, regroupés avec des camarades des départements voisins, discrètement repoussés par des personnages munis de badges indiquant accueil, sécurité. Nous n'y avons pas prêté attention, et c'est à l'entrée de la carrière que nous avons compris ce qui se passait : les drapeaux rouges sont interdits dans la carrière tant que les autorités officielles sont là.**

Pour justifier cette grave décision, les personnages de l'accueil nous ont expliqué que cela faisait 50 ans que l'amicale de Châteaubriant se battait pour une reconnaissance officielle par les autorités civiles et militaires afin qu'il n'y ait qu'une seule cérémonie et que allions tout gâcher pour quelques drapeaux.

Nous nous sommes donc retrouvés face à des permanents et des responsables fédéraux du PCF chargés de veiller à la sécurité des autorités officielles, secondés par des forces de gendarmerie fortement présentes ce jour là.

S'agit-il d'une question de drapeaux ou d'une réécriture de notre histoire de France où l'on constate que de plus en plus ouvertement certains cherchent à minimiser l'engagement des militants communistes pendant l'occupation ?

Rappelons-nous, cher(e)s camarades, que notre parti était appelé le parti des fusillés, tout simplement parce que, motivés par leurs convictions et leur idéal communistes, les militants se sont battus contre l'occupant nazi au péril de leur vie, pour la liberté de notre peuple et aujourd'hui certains voudraient effacer ces traces de notre histoire.

**Ces faits graves ne sont pas sans nous rappeler l'attitude inexcusable du commandant de la Place de La Rochelle, le 8 mai 2003, en gare de La Rochelle, protestant et agressant violemment nos camarades cheminots de la cellule Pierre Semard, lors du dépôt d'une gerbe rappelant le sacrifice de nombreux cheminots communistes.**

Le secrétaire départemental avait alors réagi condamnant sans réserve cette attitude.

Nous partageons l'intervention écrite de Thierry Touvron et de Jean François Mémain dans "Les Nouvelles" du mois de mai 2003 et invitons le secrétaire de Loire Atlantique (Michel Rica) à un peu plus de retenue et de recul sur les événements évoqués plus haut.

Nous l'invitons à un peu plus de réserve, pour la simple raison qu'il n'était pas présent à l'entrée de la carrière mais dans la tribune officielle avec les autorités.

Le contenu du courrier nous pose des questions sur la forme et sur le fond.

Sur la forme :

- 1) *Des camarades de Charente Maritime sont venus pour créer des problèmes.*
- 2) *Ils se servent de ce rassemblement pour insulter le parti communiste français.*
- 3) *Ils ont insulté, provoqué, et même agressé physiquement des communistes."*

S'agit-il d'une présentation exacte des faits ou d'une interprétation des permanents assurant la sécurité ?

Cela ne vous rappelle rien ? On fabrique des preuves pour demain justifier d'autres faits et d'autres décisions. En termes plus connus dans notre parti cela s'appelle un procès stalinien.

Sur le fond :

Michel Rica écrit que *"l'amicale de Châteaubriant, dont est membre le parti, a passé un accord avec les autorités civiles et militaires pour que les officiels s'inclinent lors de l'unique cérémonie seulement devant le drapeau français."*

Ceci est effectif depuis 1997, ( "la gauche plurielle" était au pouvoir).

**Est-ce le drapeau rouge qui gêne ou ce qu'il représente ?** Est-ce que les autorités ne reconnaissent pas et n'admettent pas le rôle des militants communistes pendant la Résistance ?

Au fond il s'agit d'une véritable réécriture de l'Histoire. **Faut-il pour avoir une reconnaissance officielle renoncer à notre identité et abandonner toutes nos références politiques ?** Ce n'est pas acceptable.

De plus, certains utilisent leur propre turpitude pour viser notre intégrité.

La dernière phrase de Michel Rica est d'ailleurs significative de ce point de vue quand il écrit : *" Je ne sais pas ce qu'il est possible de faire dans ta fédération pour que cessent ces comportements"*.

En ce qui nous concerne, nous nous en tiendrons à essayer de poursuivre les débats politiques pour remettre en route la démocratie participative dont les communistes ont besoin pour être acteurs de la politique de leur parti.

Les six membres mis en cause du Collectif PCF 17.

*Copie de cette lettre adressée à :*

- Marie George BUFFET.
- Michel RICA.

## Lettre ouverte au conseil départemental

**Jean-Louis Rolland  
Olivier Chevallier  
Bruno Bonin**

**Aux membres du Conseil Départemental  
A la Secrétaire Nationale du Parti  
Communiste Français  
Aux adhérents du Parti pour information**

Le 20 octobre 2003

Chers camarades,

Après plusieurs mois de réflexion, nous venons par la présente vous annoncer notre décision de suspendre notre participation au Conseil Départemental, décision motivée par trois raisons politiques essentielles :

- 1- L'opacité financière fédérale.
- 2- La nomination de la personne chargée de suivre notre Fédération pour le Comité National.
- 3- Les relations conflictuelles provoquées et entretenues par nos permanents fédéraux.

1- Les communistes sont toujours en attente d'un rapport et d'un bilan financier (qui auraient dû être statutairement présentés aux camarades lors de notre Congrès départemental) pour qu'enfin ils sachent ce que les responsables fédéraux font de l'argent des communistes : qui est payé ? Combien (salaires et frais des permanents, reversements de frais aux élus) ? Pour quoi faire ? Qui décide de nommer telle ou telle personne rémunérée par la fédération et combien sont-ils à l'être ? Toutes ces questions posées par les communistes depuis un an par courrier, en assemblée générale ou aux congrès de section et départemental sont, à ce jour, demeurées sans réponse. A nos yeux, cette absence de réponse s'assimile à une véritable volonté de dissimuler certaines choses aux communistes. Sinon pourquoi refuser d'apporter des réponses, comme se doit de le faire légalement toute organisation gérant de l'argent. Il est du devoir des permanents fédéraux de rendre compte sur les responsabilités qui leur ont été confiées.

Nous ne pouvons cautionner cette opacité financière et ces pratiques antidémocratiques, qui s'avéreront un jour certainement et malheureusement dramatiques pour notre parti.

2- Nous avons récemment appris que la personne chargée de suivre notre fédération pour le Conseil National n'était autre que Denis Cohen, personnage que tout le monde salarial connaît depuis la fumeuse affaire du projet de privatisation d'E.D.F. négocié secrètement entre Denis Cohen, la direction d'E.D.F. et le Gouvernement, dans les couloirs de l'Elysée (affaire révélée dans le Nouvel Observateur du 05 au 11 décembre 2002). Le projet a heureusement été balayé par la base ouvrière, désavouant ainsi le réformiste Denis Cohen. Le suivi de notre Fédération par ce réformiste convaincu - comme il aime à se définir lui-même - ne fait donc que confirmer ce que nous combattons depuis des années, à savoir la dérive droitière de nos permanents fédéraux, qui avaient besoin d'un renfort de poids pour mieux faire accepter les idées réformistes aux communistes.

Nous refusons toute connivence avec ceux qui veulent transformer notre parti en chose réformiste, grands adeptes des tractations de l'ombre, à qui, de fait, nous ne pouvons accorder notre confiance.

3- Cela s'ajoute au refus d'une vie démocratique dans le parti de la part de nos principaux dirigeants fédéraux que ce soit au conseil départemental où dans les sections dont ils font partis. Souvenons-nous des circonstances dans lesquelles des camarades ont été écartés lors de l'élection du conseil départemental et du conseil de section de La Rochelle, malgré leur volonté de participer activement à la vie du parti. Refus également de reconnaître et d'accepter la diversité, la liberté et le droit des adhérents à s'organiser et à s'exprimer librement sans censure, sous la forme qu'ils auraient décidée démocratiquement.

Enfin nous défendons l'idée que nous ne partageons pas tous les mêmes analyses sur les raisons qui ont conduit le parti dans l'état de faiblesse où il se trouve, ni sur les moyens de s'en sortir. Oui nous avons des différences et des divergences. Nous acceptons d'en débattre (parfois il est vrai avec passion), mais nous refusons la guerre de personnes et de règlement de compte menée depuis quelques temps par certains « dits » camarades, comme nous dénonçons les attaques ayant pour seul but de prêter des intentions, de faire passer pour malhonnête, de discréditer aux yeux des communistes tous ceux qui ne suivraient pas la ligne tracée vers la mutation. Confrontation d'idées oui, mais dans le respect et la fraternité.

Chers camarades, c'est donc avec regrets que nous prenons cette difficile décision. Sachez cependant que nous continuons le combat au sein de notre Parti, afin de remettre sur pieds le Parti révolutionnaire, combatif, internationaliste, anticapitaliste, anti-impérialiste et sans concession avec le réformisme, qu'attendent les travailleurs et les exclus. Recevez, chers camarades nos plus sincères salutations fraternelles et communistes.

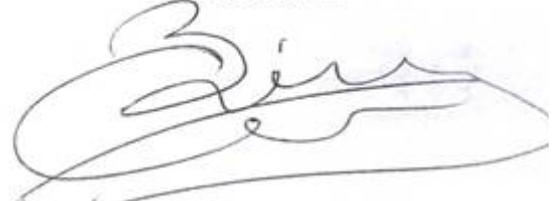
**Jean-Louis Rolland**



**Olivier Chevallier**



**Bruno Bonin**



N.B : Partisans de la transparence, nous souhaitons que notre position soit portée à la connaissance de tous les communistes par la fédération sous la forme la mieux appropriée.

*Un autre monde est possible. Soyons communistes. Soyons bien rouges.  
C'est cela dont on a besoin aujourd'hui.*

Marie George BUFFET.

## INFOS

### Affaire des personnes mises en examen, suite aux événements du 5 juin 2003. (medef)

Après deux nouveaux reports les 21 et 29 octobre 2003, le tribunal, le 18 novembre 2003, a procédé à la nomination d'un expert.

L'assignation concernait l'ensemble des organisations syndicales et les deux mis en examen, qui ont fait appel de cette décision du Juge des Référéés, estimant qu'elle préjuge des responsabilités des uns et des autres.

Le Comité de Défense compte à ce jour plus de 650 adhérents et ne cesse de s'élargir par son nombre et sa composition.

Le mercredi 3 décembre 2003 à 11 h 30 au cours d'un rassemblement de 250 à 300 personnes, 2350 signatures demandant le retrait des banderoles sur la façade du "medef" ont été déposées à la Préfecture, afin que cessent ces agissements qui bafouent la présomption d'innocence.

Parmi les signataires de cette pétition on peut noter les noms de: José Bové de la Confédération Paysanne - Gérard Aschieri de la FSU - Bernard Thibault de la CGT - Patrick Braouzec, député-maire de Saint-Denis - Robert Hue, Maire de Montigny - André Gérin, député-maire de Vénissieux - Henri Martin, résistant - Landini Léon, résistant, Jack Ralite, sénateur, ancien ministre et de nombreuses autres personnalités qui au plan national sont sensibilisées par cette affaire.

En 2 heures, le samedi 25 octobre 2003 devant Prisunic de La Rochelle, 330 signatures ont été recueillies.

Des associations ( A.C.P. Périgny – Le Mouvement de la Paix – ATTAC – AMC 17 – Collectif Saintonge Résistance), des partis ( PCF – LO – LCR), de nombreux syndicats CGT, la Confédération Paysanne, la FSU, SUD Education, le SGEN-CFDT et l'UNSA retraités ont rejoint le Comité de Défense.

Notre Collectif se félicite de cet élargissement dans le mouvement social et souhaite son amplification.

**Unissons-nous pour dire non à la criminalisation du mouvement social !**

**Adhérez au Comité de Défense !**

**Face au medef, n'est-ce pas un devoir de classe ?**

J'adhère au Comité de Défense en qualité de .....

Nom et prénom: .....

Adresse:.....

..... Tel :.....

e.mail : .....

Portable : ..... Profession : .....

Je verse (5 €minimum, 1 €pour les "Très faibles ressources") : .....

(Chèque libellé à l'ordre de "Comité de Défense 5 juin")

Bulletin à renvoyer à l'adresse suivante : Comité de Défense - Maison des syndicats - 6 rue Albert 1<sup>er</sup> - 17000 - LA ROCHELLE. E-

Mail : [comitededefense.5juin@Caramail.com](mailto:comitededefense.5juin@Caramail.com)

✂ *Le Collectif vous souhaite de passer de bonnes fêtes* ✂

✂ *remplies d'espoir pour les luttes à venir.* ✂

✂ ✂